

CONDITIONS GÉNÉRALES

Article premier – Obligations générales

- 1.1 La Commission gère la contribution du donateur afin de cofinancer l'action décrite à l'annexe I (description de l'action) de la présente convention de transfert.
- 1.2 La Commission met en œuvre l'action conformément aux dispositions juridiques applicables aux dépenses de l'Union européenne, en particulier celles énoncées à l'article 1.3 des conditions particulières, avec tout le soin, l'efficacité, la transparence et la diligence requis, dans le respect des bonnes pratiques dans le domaine concerné et de la présente convention de transfert.
- 1.3 La Commission met tout en œuvre pour mobiliser l'ensemble des ressources financières, humaines et matérielles nécessaires à la complète réalisation de l'action, telles que spécifiées à l'annexe I (description de l'action).
- 1.4 La Commission prend les mesures appropriées pour prévenir les irrégularités ou la fraude visées à l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes du 26 juillet 1995 (JO C 316 du 27.11.1995, p. 48), ainsi que la corruption visée à l'article 3 de la convention du 26 mai 1997 relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne (JO C 195 du 25.6.1997, p. 1).
- 1.5 La Commission prend les mesures appropriées contre toute personne suspectée de détournement de fonds ou de corruption.
- 1.6 La Commission transmet sans délai à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) toute information relative à des cas possibles de fraude, de corruption ou de toute autre activité illégale en lien avec la présente convention, et en informe le donateur.

Article 2 - Obligations en matière d'information

- 2.1 La Commission fournit au donateur des informations complètes sur la mise en œuvre de l'action. Le type et la fréquence des rapports sont définis dans les conditions particulières.
- 2.2 Outre les rapports susmentionnés, la Commission veille à ce que les rapports d'avancement et de bilan, les publications, les communiqués de presse et les mises à jour se rapportant à l'action couverte par la présente convention de transfert soient communiqués au donateur dès leur publication.
- 2.3 En tout état de cause, la Commission informe le donateur sans délai des circonstances susceptibles d'entraver ou de retarder la mise en œuvre de l'action.

Article 3 - Responsabilité

- 3.1 La Commission assume seule la responsabilité de toute obligation légale qui lui incombe.
- 3.2 Le donateur ne peut, en aucun cas ni à quelque titre que ce soit, être tenu pour responsable des dommages ou blessures causés au personnel ou aux biens de la Commission lors de la mise en œuvre ou à la suite de l'action. En conséquence, le donateur ne peut accepter de demande d'indemnisation ou d'augmentation du paiement pour de tels dommages ou de telles blessures, sauf s'il n'a pas respecté ses obligations contractuelles.
- 3.3 Conformément aux règles régissant ses privilèges et immunités, la Commission assume seule la

responsabilité envers les tiers, notamment en cas de dommages ou de blessures, de quelque nature que ce soit, qui leur seraient causés dans le cadre ou à la suite de l'action. La Commission décharge le donateur de toute responsabilité liée à toute réclamation ou action en justice introduite à la suite d'une infraction aux règles ou réglementations commise par la Commission ou son personnel ou par des personnes dont elles sont responsables, ou à la suite d'une violation des droits de tiers.

Article 4 - Coûts administratifs

- 4.1 Un montant forfaitaire de la contribution est affecté à la Commission pour couvrir ses coûts administratifs. Ce montant forfaitaire est établi selon le type d'action et le montant de la contribution. Il est précisé à l'article 3.2 des conditions particulières et ne peut être réduit en cas de diminution de la contribution du donateur ni remboursé en vertu de l'article 14.
- 4.2 Sauf mention contraire à l'article 3.2 des conditions particulières, les coûts administratifs sont calculés comme suit, sur la base de la contribution:
 - a) pour le volet «appui budgétaire» de la modalité d'aide que constitue l'appui budgétaire: un montant forfaitaire de base de 100 000 EUR et un montant forfaitaire supplémentaire de 25 000 EUR pour chaque tranche budgétaire supplémentaire générée par la contribution du donateur;
 - b) pour l'aide au projet et pour le soutien supplémentaire à l'appui budgétaire: un montant forfaitaire de base de 250 000 EUR pour une contribution de 5 000 000 EUR maximum et un montant forfaitaire supplémentaire à hauteur de 4 % de la contribution d'un montant situé entre 5 000 000 et 10 000 000 EUR, et s'élevant à 2 % de la contribution d'un montant supérieur à 10 000 000 EUR.

Article 5 - Transfert de la contribution

- 5.1 L'article 4 des conditions particulières établit les modalités de transfert des fonds. Le donateur verse sa contribution en une tranche unique ou en plusieurs tranches annuelles. En cas de paiement en plusieurs tranches annuelles, la Commission demande un paiement annuel, sur la base des besoins de trésorerie prévisionnels de l'action et du calendrier indicatif établi à l'article 4 des conditions particulières.
- 5.2 La contribution, ou chacune des tranches, sera transférée dans les 60 jours à compter de la date de la note de débit émise par la Commission, sur le compte bancaire mentionné dans cette note, assortie d'une communication précisant le nom de l'action ainsi que toute autre référence budgétaire requise par la Commission dans la note de débit. La note de débit pour la première tranche n'est pas envoyée avant la notification au donateur, par la Commission, de l'entrée en vigueur de la présente convention de transfert lorsque cette action est couverte par une convention de financement conclue avec le pays partenaire.
- 5.3 À l'expiration du délai de paiement précisé au point 2, la Commission reçoit des intérêts sur les arriérés de paiement, au taux appliqué par la Banque centrale européenne pour ses principales opérations de refinancement en euros. Le taux de référence sera le taux en vigueur le premier jour du mois au cours duquel le délai de paiement expire, tel que publié au Journal officiel de l'Union européenne, série C, augmenté de 3,5 points de pourcentage. Les intérêts de retard portent sur la période comprise entre le jour qui suit la date d'exigibilité du paiement et, au plus tard, la date à laquelle la Commission reçoit réellement le paiement. Tout paiement partiel est

imputé d'abord sur les intérêts de retard.

Article 6 - Comptabilité et vérification des comptes

- 6.1 La Commission tient des relevés et des comptes précis et systématiques relatifs à la mise en œuvre de l'action cofinancée par la contribution.
- 6.2 La contribution est soumise aux procédures internes et externes de vérification des comptes établies dans le règlement financier applicable.

Article 7 - Conflit d'intérêts

Le donateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les conflits d'intérêts. Il y a conflit d'intérêts lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions d'une personne au titre de la présente convention de transfert est compromis pour des motifs d'ordre familial ou affectif, des affinités politiques ou nationales, des intérêts économiques ou tout autre motif de communauté d'intérêts avec une autre partie.

Article 8 - Confidentialité

- 8.1 La Commission et le donateur préservent la confidentialité de tout document, de toute information et de toute autre donnée qui se rapportent directement à la mise en œuvre de l'action et qui sont confidentiels. Le donateur peut avoir accès, sur demande et de manière confidentielle, à ces documents, informations et autres données. La nature confidentielle d'un document n'empêche pas qu'il soit communiqué, de manière confidentielle, lorsque les règles applicables aux parties le requièrent.
- 8.2 Les parties obtiennent leur consentement écrit mutuel avant de divulguer publiquement de telles informations sauf:
 - a) si la partie concernée accepte de libérer l'autre partie des obligations antérieures en matière de confidentialité;
 - b) si les informations confidentielles deviennent publiques d'une autre manière qu'à la suite de leur divulgation, en violation de l'obligation de confidentialité, par la partie liée par cette obligation;
 - c) si la divulgation des informations confidentielles est exigée par la loi. Cette divulgation ne peut en aucun cas mettre en péril les privilèges et immunités de la Commission ni la sûreté et la sécurité du personnel de la Commission.
- 8.3 Les parties restent liées par la confidentialité pendant au moins cinq ans à compter de la fin de la période d'exécution.

Article 9 - Visibilité

- 9.1 Sauf demande ou accord contraire du donateur, la Commission garantit la visibilité de la contribution de ce dernier.
- 9.2 Le donateur accepte que la Commission publie, sous la forme et sur le support qu'elle choisit, y compris sur son site web, son nom et son adresse, l'objet et le montant de la contribution, ainsi que le pourcentage du cofinancement accordé, le cas échéant.

Article 10 - Propriété et utilisation des résultats

- 10.1 Dans la mesure où cela est juridiquement possible, la propriété, le titre et les droits de propriété

industrielle et intellectuelle relatifs aux résultats de l'action, ainsi que les rapports et les autres documents y afférents, appartiennent à la Commission, le cas échéant avec des tiers, sauf disposition contraire convenue par la Commission.

- 10.2 Nonobstant les dispositions de l'article 10.1 et conformément à l'article 8, la Commission accorde au donateur le droit d'utiliser gratuitement et à son gré tous les documents dérivés de l'action, quel que soit leur format, à condition de ne pas violer les droits de propriété industrielle et intellectuelle préexistants.

Article 11 - Évaluation de l'action

- 11.1 Des représentants du donateur peuvent être invités à participer aux principales activités de suivi et aux missions d'évaluation des résultats de l'action. Les conclusions de ces missions sont communiquées aux donateurs.
- 11.2 L'article 11.1 est applicable sans préjudice de toute mission d'évaluation que le donateur souhaiterait effectuer en tant que donateur. Les missions d'évaluation des représentants du donateur doivent être planifiées et exécutées dans un esprit de collaboration avec le personnel de la Commission, en gardant à l'esprit l'engagement pris par les parties d'assurer une mise en œuvre efficace et efficiente de la présente convention de transfert. La Commission et le donateur conviennent à l'avance des questions procédurales. Le donateur met le projet de rapport de la mission d'évaluation ou de contrôle à la disposition de la Commission afin que celle-ci puisse formuler des observations avant la publication finale. Le donateur envoie le rapport final à la Commission dès sa publication.

Article 12 - Modification de la présente convention de transfert

Toute modification substantielle de la présente convention de transfert, y compris de ses annexes, est formulée par écrit et signée par la Commission et le donateur, sans préjudice des modifications non substantielles de l'action introduites par la Commission, qui auraient une incidence limitée sur les annexes I et III sans changer la nature et les objectifs de l'action.

Article 13 - Période de mise en œuvre de la présente convention de transfert, suspension, force majeure

- 13.1 Quelles que soient la date de début et la période de mise en œuvre du projet/programme de la Commission, la période de mise en œuvre de la présente convention de transfert est établie à l'article 2 des conditions particulières.
- 13.2 La Commission peut suspendre la mise en œuvre de l'ensemble ou d'une partie de l'action, à la demande du donateur ou de sa propre initiative, si les circonstances l'exigent, en particulier en cas de force majeure. La Commission informe le donateur sans délai et fournit toutes les précisions nécessaires. La présente convention de transfert peut être résiliée conformément à l'article 14. Si la présente convention de transfert n'est pas résiliée, la Commission s'efforce de réduire autant que possible la période de suspension, peut reprendre la mise en œuvre de l'action dès que les circonstances le permettent et en informe le donateur en conséquence.
- 13.3 La période de mise en œuvre de la présente convention de transfert est automatiquement prolongée d'une période équivalente à la durée de la suspension, sans préjudice de toute modification apportée à la présente convention de transfert qui s'avérerait nécessaire pour adapter l'action aux nouvelles conditions de mise en œuvre.

13.4 Aucune partie n'est considérée comme ayant manqué ou contrevenu aux obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention de transfert si elle n'a pu les exécuter en raison d'une force majeure. On entend par force majeure toute situation et tout événement imprévisibles et exceptionnels, indépendants de la volonté des parties et non imputables à une faute ou à une négligence de l'une d'elles (ou de leurs contractants, agents ou salariés), qui empêchent l'une des parties d'exécuter une ou plusieurs de ses obligations au titre de la présente convention de transfert et qui n'ont pu être évités en dépit de toute la diligence déployée. Les défauts ou retards de mise à disposition d'équipements ou de matériel, les conflits de travail, grèves et difficultés financières ne peuvent être invoqués comme cas de force majeure. Sans préjudice de l'article 13.2 ci-dessus, la partie invoquant un cas de force majeure en avertit immédiatement l'autre partie, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles, et prend les mesures nécessaires pour en réduire les dommages possibles autant que possible.

Article 14 - Résiliation de la présente convention de transfert

En cas de circonstances exceptionnelles telles que:

- le non-démarrage ou le blocage final de l'action pour des raisons de force majeure ou en cas de suspension conformément à l'article 13.2 ou si, à tout moment, une partie estime que la finalité de la présente convention de transfert ne peut plus être assurée de manière effective ou appropriée,
- des actes de fraude, de corruption ou toute autre activité illégale au détriment des intérêts financiers de l'Union européenne,
- la non-exécution ou la violation, intentionnelle ou par négligence, d'une convention ou d'une réglementation, résultant d'un acte ou d'une omission, qui cause ou pourrait causer un préjudice à la contribution dans l'exécution de la présente convention de transfert,

les parties se consultent mutuellement. À défaut d'accord sur une solution, chaque partie peut résilier la présente convention de transfert moyennant un préavis écrit de deux mois.

Dans ce cas, le solde de la contribution non engagé au cours de la mise en œuvre de l'action est remboursé au donateur par la Commission au prorata de la part du donateur dans le cofinancement de l'action. Un montant forfaitaire peut être déduit du solde pour couvrir les coûts d'une vérification des comptes et d'une évaluation, s'il y a lieu. Le montant forfaitaire destiné à couvrir les coûts administratifs est toujours dû dans son intégralité.

Article 15 – Remboursement des fonds inutilisés

Lorsque l'action a été intégralement mise en œuvre mais que tous les fonds n'ont pas été utilisés, le solde est remboursé au donateur par la Commission au prorata de la part du donateur dans le cofinancement de l'action.

Article 16 - Droit et juridiction applicables

16.1 La présente convention de transfert est régie par le droit de l'UE et, sur une base subsidiaire, par le droit belge.

16.2 Les parties engageront des consultations à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles en cas de

différend dans l'interprétation, l'application ou l'accomplissement de la présente convention de transfert, notamment concernant son existence, sa validité ou sa résiliation.

- 16.3 Si ces consultations ne permettent pas un règlement à l'amiable du différend à la satisfaction des deux parties, chacune d'entre elles peut saisir le Tribunal de l'Union européenne et, en cas d'appel, la Cour de justice de l'Union européenne.
- 16.4 Aucune disposition de la présente convention de transfert ne peut être interprétée comme une renonciation aux privilèges ou immunités dont jouit l'une ou l'autre des parties à cette convention, en vertu de ses statuts ou du droit international.